



Les Afriques médiatiques

Introduction thématique

Sylvie Capitant, Marie-Soleil Frère

DANS **AFRIQUE CONTEMPORAINE 2011/4 n° 240**, PAGES 25 À 41
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804168773

DOI 10.3917/afco.240.0025

Date de mise en ligne : 10/05/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-afrique-contemporaine1-2011-4-page-25?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

BOECK SUPERIEUR

Les Afriques médiatiques

Introduction thématique

Sylvie Capitant
Marie-Soleil Frère



Les mutations politiques du continent africain au cours des deux dernières décennies ont fait émerger des acteurs incontournables du paysage socio-politique : les médias. Leur rôle en tant qu'instruments de démocratisation, de contrôle et de contre-pouvoir, leur implication dans les processus électoraux, leur travail d'animation de la démocratie par l'ouverture d'espaces de débats ont fait d'eux des acteurs clés, y compris à cause de leur potentiel de déstabilisation, leur implication dans les conflits et les processus de paix, ou leur mobilisation par des bailleurs de fonds et des ONG à des fins de changement social.

Ils s'écrivent et se parlent aussi bien dans les langues héritées de la colonisation que dans les langues locales africaines, ils relèvent autant des pouvoirs publics que d'entreprises commerciales, d'associations ou encore de groupes religieux. Ils exercent leur activité et trouvent leur public à la ville comme en milieu rural. Si la presse écrite touche un public essentiellement urbain, souvent circonscrit à l'élite, bien que les journaux populaires prennent de l'ampleur, les médias audiovisuels visent un public de plus en plus large et diversifié. Souvent pris à partie par des régimes tentés par la voie autoritaire, ils cristallisent, parfois volontairement, parfois à leur corps défendant, les dynamiques des contextes politiques et sociaux. Comme l'ensemble des médias dans le monde, ils subissent aujourd'hui des transformations importantes du fait de l'évolution des technologies de l'information et de la communication, qui réinterroge le modèle économique des médias traditionnels et l'identité journalistique elle-même, dans un contexte africain où viabilité et professionnalisme constituent des préoccupations récentes et des défis majeurs.

Les acteurs médiatiques d'Afrique subsaharienne, région sur laquelle porte ce dossier, ont connu des changements considérables et multiformes depuis

Marie-Soleil Frère, chercheur qualifié du Fonds national de la recherche scientifique et chargée de cours à l'Université libre de Bruxelles. Auteur de *Presse et démocratie en Afrique francophone* (Karthala, 2000), *Afrique centrale*.

Médias et conflits (Complexe, 2005) et *Élections et médias en Afrique centrale* (Karthala, 2009) (msfrere@ulb.ac.be).

Sylvie Capitant, sociologue, maître de conférences à l'université Paris-1 (IEDES), travaille sur les usages et les pratiques des médias en Afrique, la fabrique du politique à l'échelle locale et la justice pénale internationale (sylvie.capitant@univ-paris1.fr).

vingt ans. Entre les années 1990 caractérisées par la libéralisation d'abord spontanée puis plus réglementée du paysage médiatique, et la situation actuelle marquée par la percée des outils numériques et de la téléphonie mobile, leur situation s'est profondément renouvelée et un regard rétrospectif révèle la richesse de ce parcours. En deux décennies, le continent est passé d'une situation de pénurie, où il existait à peine, dans chaque pays, quelques titres liés au gouvernement ou au parti unique, ainsi qu'un seul diffuseur national (radio et télé), à une profusion impressionnante de journaux et de stations qui se disputent le marché national et même, dans le cas de l'Afrique de l'Est, s'étendent au-delà des frontières (Tudesq, 1995, 1999, 2002). Les contenus médiatiques ont évolué du culte de la personnalité et de la propagande d'État vers une multiplicité de discours critiques, divergents, engagés, reflétant les préoccupations des populations ou défendant les intérêts de certains groupes (Nyamnjoh, 2005), s'attachant au compte-rendu des faits et s'essayant même parfois au journalisme d'investigation (Frère, 2000). L'accessibilité des radios internationales implantées en FM dans les villes africaines (Vittin, 2002), des chaînes télévisées étrangères accessibles *via* des paraboles et bouquets (Ba, 1999), et de milliers de médias étrangers et de sources grâce à Internet (Bonjawo, 2002) a démultiplié encore les possibilités de contact avec une information pluraliste et diversifiée.

Cette historicité permet aux chercheurs de développer des analyses attentives aux dynamiques de long terme, moins strictement articulées aux éléments de conjoncture très importants (évolutions technologiques, renouvellement très rapide des organes de presse, renversement de tendance politique, économique ou idéologique, etc.) mais qu'il est parfois nécessaire de relativiser et de resituer dans leur contexte.

Le dossier part du constat selon lequel, cinquante années après les indépendances, des dynamiques encore relativement distinctes apparaissent entre les médias des pays d'Afrique subsaharienne relevant de la zone d'influence anglophone et ceux qui évoluent dans la zone d'influence francophone. À ces différences des paysages médiatiques s'ajoute une méconnaissance importante non seulement de la situation respective des médias dans les deux espaces, mais aussi des recherches produites depuis ces différents terrains : ce dossier se propose donc de donner à voir et à comprendre à un public francophone une série d'analyses publiées en anglais (traduites en français pour ce dossier), qui apportent des éclairages originaux sur les situations médiatiques africaines¹. Il se veut une invitation au décloisonnement, à la comparaison, ainsi qu'aux échanges entre des environnements médiatiques, des zones linguistiques et des territoires de recherche marqués certes par des différences mais aussi par des similitudes, et qui s'ignorent trop souvent.

1. Les analyses de cas présentées se rapportent à cinq pays qui ont connu la colonisation britannique (Nigeria, Ghana, Kenya, Ouganda et Zimbabwe), auxquels s'ajoute l'Éthiopie, qui ne relève pas de la

sphère d'influence anglophone, mais qui est l'objet de nombreuses recherches en langue anglaise.

2. En République démocratique du Congo, par exemple, où plusieurs éditeurs possèdent aussi une radio et

une chaîne de télévision – *Le Potentiel*–Radio7-Télé7, *L'Avenir*–RTGA Radio–RTGA Télé, *Le Palmarès*–Mirador FM–Mirador Télé.

Une évolution contrastée : deux Afriques médiatiques ?

L'Afrique anglophone (terme générique qui désigne l'Afrique anciennement colonisée par la Grande-Bretagne) et l'Afrique francophone (anciennement sous contrôle colonial français ou belge) ont développé des systèmes médiatiques très contrastés. Cette dissonance s'illustre notamment par la structuration du marché des médias, par le style de journalisme pratiqué, par la fonction qui lui est attribuée à la fois par ses professionnels et par les pouvoirs publics, par une approche distincte des radios associatives et communautaires, ainsi que par des cadres légaux d'inspiration différente.

Alors que l'Afrique anglophone est caractérisée par la présence de puissants groupes de presse, disposant de plusieurs titres, mais aussi de radios, voire de télévisions, les médias d'Afrique francophone sont souvent demeurés des entreprises unipersonnelles assez faiblement structurées et ne disposant souvent que d'un seul support médiatique. Là où des groupes intégrés ont vu le jour², ces entreprises demeurent fragiles. Même au Sénégal, où le groupe Sud (intégrant la presse écrite – *Sud Quotidien*, un réseau de radios Sud FM et même une école de journalisme) a souvent été érigé en exemple, les capacités financières de l'entreprise n'ont rien à voir avec celles du géant Nation Media Group (NMG) de l'Aga Khan au Kenya, dans un pays qui compte à peine trois fois plus d'habitants.

Aujourd'hui, le NMG regroupe plus d'une quinzaine de titres (dont le quotidien phare *Daily Nation* tirant à plus de deux cent mille exemplaires), incluant plusieurs journaux édités en Tanzanie et en Ouganda, ainsi que des stations de radio, de télévision et une messagerie. Quoté en bourse à Nairobi, depuis les années 1970, le groupe pèse quelque quatre-vingt-deux millions d'euros et emploie environ mille deux cents personnes. Deux autres groupes majeurs du Kenya, le Royal Media Services et le Standard Group (éditant le plus ancien quotidien privé du pays, créé en 1902) exercent aussi des activités diversifiées touchant aux trois grands médias traditionnels (Maina, 2006, p. 31). Ces groupes s'inscrivent sans aucun doute dans l'héritage d'une presse anglophone marquée, dès son apparition au XIX^e siècle, par des liens étroits avec les milieux d'affaires et une orientation vers la rentabilité et le profit.

Dans une recherche comparative pionnière, confrontant les modèles de développement de la presse anglophone et de la presse francophone (à travers les exemples du Kenya et du Burkina Faso), Brice Rambaud (2009) a identifié une série de paramètres qui différencient la production de l'information écrite dans les deux grands ensembles linguistiques de l'Afrique subsaharienne. Il retrouve, au sein de la presse actuelle de l'ancienne colonie française les traits du journalisme « à la française », marqué par une tendance au journalisme d'opinion, une faible distinction entre les faits relatés et les commentaires, une propension des journalistes à penser leur métier comme un « service public » pour lequel il est bon que l'État leur montre quelque reconnaissance, voire leur apporte un soutien matériel et financier. De l'autre côté, la presse kenyane s'inscrirait dans la tradition de presse anglo-saxonne, avec une forte distinction entre presse de qualité et presse populaire, un traitement journalistique

qui sépare la restitution des faits et les analyses, une conception du métier fondée sur l'élaboration d'un produit mis en circulation sur un marché dont l'indépendance vis-à-vis de l'État constitue une des caractéristiques à défendre farouchement³. Brice Rambaud montre comment la presse burkinabè continue à relever de réseaux informels de distribution, bénéficie d'un accès difficile à la publicité commerciale et vise un lectorat élitiste, citadin et nanti, alors que les journaux kenyans sont des médias de masse, valorisant leur ample lectorat pour bénéficier d'avantageux contrats avec les annonceurs et tâchant à tout prix de penser leur stratégie de développement économique en terme d'intégration horizontale et verticale. Rambaud conclut : « Que ce soit dans l'écriture de l'actualité, dans la structuration du secteur ou dans la professionnalisation des acteurs, il y a bien deux Afriques médiatiques, qui illustrent la résistance des modèles du colonisateur britannique ou français, et l'attachement des journalistes africains à "leur" norme d'inspiration française ou anglo-saxonne » (1999, p. 589).

Quoique cette étude ne porte que sur la presse écrite, ce constat d'évolution divergente peut être étendu au domaine audiovisuel, tout particulièrement au secteur radiophonique. Les analystes des médias d'Afrique francophone présentent souvent les radios communautaires ou associatives comme le symbole de la vigueur du renouveau médiatique africain (Tudesq, 2002). Pourtant, cette évolution ne peut en rien être généralisée à l'ensemble du continent. Le Nigeria, par exemple, géant continental du fait de sa population (162,4 millions d'habitants) et doté d'une longue histoire médiatique, n'a tout simplement aucune radio communautaire. Seules des radios de campus universitaires ont été jusqu'à ce jour autorisées, malgré une mobilisation militante ancienne et conséquente (Ojebod, Akingbulu, 2009). Des pays francophones de la sous-région pourtant bien moins peuplés, comme le Burkina Faso et le Mali, apparaissent quant à eux comme des foyers florissants de la radio associative et communautaire. Le Burkina Faso (16,9 millions d'habitants) compte cent douze radios en fonctionnement, dont trente-trois radios associatives ou communautaires, trente-cinq radios confessionnelles ainsi qu'une radio municipale (ministère de la Communication, 2011). Le Mali compterait, en 2011, environ deux cent cinquante radios, dont 70 % seraient des radios associatives et communautaires⁴. Au regard de ces chiffres, la situation des pays anglophones paraît bien modeste. Le Kenya, avec près de quarante-deux millions d'habitants, ne compte que huit radios communautaires, pour une cinquantaine de radios au total (BBC World Service Trust, 2008). De même, la Tanzanie (45 millions d'habitants) ne compte que sept radios associatives sur les cinquante en

3. Les différences entre les « modèles » journalistiques français et anglo-américain ont été soulignées, étudiés (ou parfois relativisés) à travers des études de cas et l'histoire

de la professionnalisation en Occident. Voir, par exemple, Chalaby (1998).

4. L'Urtel (Union des radiodiffuseurs libres du Mali) déclarait, en

novembre 2011, lors de la signature de son partenariat avec le CNRA-France (Confédération nationale des radios associatives), qu'il représentait deux cents cinquante radios.

fonctionnement à travers le pays (Mpehongwa, 2010). Des nuances néanmoins s'imposent : l'Afrique du Sud, par exemple, compte un nombre très important de radios associatives.

Au-delà des chiffres, la figure emblématique de la radio associative animée par des bénévoles depuis un petit centre urbain sénégalais ou un village isolé du Mali, symbolisant la radio en Afrique pour les francophones, n'a que peu de choses à voir avec la situation prévalant dans les pays de la sphère d'influence anglophone. La référence en matière de radio dans cette dernière reste la station commerciale, guidée par la recherche de profit, souvent intégrée à un groupe médiatique plus large, fonctionnant au sein d'une dynamique de réseau, avec d'autres radios offrant des programmes dans d'autres régions ou dans d'autres langues. Cette différence renvoie également à l'existence en Afrique francophone de cadres réglementaires plus favorables aux radios associatives et à une conception plus ancrée des médias comme outils au service du développement.

L'inspiration juridique du modèle français ou anglo-saxon engendre d'autres différences importantes relatives à la fois à la réglementation des contenus, aux modalités de création des médias et aux types de dérive que la loi prétend contrôler. Les lois francophones sont interventionnistes, alors que les lois anglophones abandonnent souvent la norme et l'arbitrage des contenus à la déontologie et aux instances de la profession (conseils de presse et observatoires d'autorégulation) (Duplat, 2002). Les institutions mises en place pour contrôler le respect par les entreprises médiatiques de la réglementation présentent d'ailleurs des différences significatives. Ainsi, les instances de régulation francophones sont responsabilisées dans le suivi des contenus médiatiques, alors que les institutions homologues en Afrique anglophone se contentent de gérer les « tuyaux » de la communication (de la Brosse, 2009). Alors que l'État est pratiquement absent du secteur des médias d'Afrique anglophone (si ce n'est parce qu'il finance des médias publics), il intervient à de multiples niveaux dans l'organisation du secteur en Afrique francophone, ce qui semble constituer une hérésie pour leurs confrères anglophones (Institut Panos Paris, 2004).

Comparer les environnements médiatiques des espaces dits francophone et anglophone d'Afrique semble donc d'un grand intérêt, et pourtant les tentatives d'analyse d'exploration comparative de ces deux « traditions » du journalisme et de leur impact sur les évolutions actuelles des médias restent limitées. Cette question faiblement explorée renvoie à une autre scission qui pèse bien souvent sur les médias du continent : le manque d'échanges entre chercheurs francophones et chercheurs anglophones et une faible propension à sortir de leur zone linguistique. Les différences des modèles se répercutent donc aussi dans la constitution cumulative des savoirs, dans les lieux et méthodes de collecte et de traitement des données ainsi que dans les auteurs et concepts de référence, de part et d'autre de cette ligne de démarcation.

Une recherche cloisonnée : un continent, deux champs de connaissance

Au-delà de la reconnaissance de différences importantes dans la structuration, le fonctionnement et l'évolution des espaces médiatiques entre Afrique anglophone et Afrique francophone, l'idée de ce dossier repose sur un deuxième constat central : la méconnaissance mutuelle des recherches menées depuis ces deux terrains.

Chaque chercheur s'inscrit, bien souvent pour des raisons culturelles, linguistiques et liées à son parcours de formation et parfois à son itinéraire migratoire, dans un environnement de recherche particulier. Dans le domaine des médias africains, très rares sont les travaux francophones qui se réfèrent aux concepts développés par le Zambien Francis Kasoma⁵ (1996), aux travaux du Sud-Africain Guy Berger (2010) sur la confrontation entre « développement des médias » et « médias pour le développement », ou au concept d'« oramedia » du Nigérian Ugboajah (1985). À l'inverse, les travaux anglophones ne font jamais mention des ouvrages pionniers de l'historien des médias africains André-Jean Tudesq, de ceux d'Emmanuel Adjovi (2003) sur la régulation des médias ou de Thierry Perret (2005) sur l'identité journalistique et son « milieu » en Afrique francophone.

Pourquoi ce relatif cloisonnement entre la recherche produite en langue française et celle en langue anglaise au sujet des médias africains ? Tout d'abord, la recherche sur les médias anglophones peut se prévaloir d'une histoire plus ancienne que celle qui porte sur les pays francophones. Cette primauté est sans doute liée au fait que la presse elle-même a émergé beaucoup plus tôt dans l'empire colonial britannique (Lenoble-Bart, Tudesq, 2009). Alors qu'à la fin du XIX^e siècle des colonies britanniques comme le Nigeria ou le Kenya disposaient déjà d'une presse aux mains des « autochtones », dynamique et diversifiée, parfois même impertinente envers l'autorité coloniale, les colonies françaises en étaient aux premiers balbutiements d'une presse privée contrôlée par quelques colons. Ce n'est que dans les années 1950, après les réformes, entérinées par la nouvelle Constitution de 1946, octroyant les libertés politiques, syndicales et de la presse aux habitants des colonies françaises, que la presse privée a pu se développer librement dans cet espace, alors qu'elle demeurait encore embryonnaire dans les territoires dominés par les Belges ou les Portugais.

Ensuite, l'étude des médias africains a dû, dans l'espace francophone, se forger une place au sein d'« études africaines » dominées par l'histoire, l'anthropologie et les sciences politiques, juridiques et administratives, pour lesquelles les médias furent longtemps considérés comme des acteurs secondaires, et donc des objets sans grand intérêt scientifique. Alors que la discipline des « sciences de l'information » se constituait peu à peu aux États-Unis et en Europe, s'affirmant comme un champ autonome dans les années 1970, les médias africains

5. Initiateur de la notion d'*afriethics*, une perspective « africanisée » sur la déontologie journalistique.

n'intéressèrent pendant longtemps, dans l'espace francophone, que des tenants de l'histoire politique (qui y lisaient la chronologie des événements et y puisaient les tribunes politiques) ou quelques sociologues (qui les abordaient dans la perspective de leur apport possible au développement). Le cloisonnement des recherches menées dans les deux espaces renvoie aussi à l'évolution et à la place particulière qu'occupent les « sciences de l'information et de la communication » dans le champ plus vaste des sciences humaines.

De nombreux travaux continuent aujourd'hui à approcher les médias africains essentiellement comme des vecteurs véhiculant des discours utiles pour analyser d'autres acteurs ou processus sociaux (partis politiques, institutions, société civile, construction sociale de certaines problématiques liées à l'environnement, à l'autochtonie) et non comme des objets dignes d'intérêt en soi. Pas tout à fait intégrée à la recherche africaniste, pas tout à fait rattachée au domaine montant des sciences de l'information et de la communication, la recherche francophone sur les médias en Afrique manque de visibilité et de reconnaissance sur la scène académique pourtant animée de l'étude des faits médiatiques et de la communication. Elle manque en outre d'espace institutionnel (revues, départements, centres de recherche dédiés) qui lui permette de se constituer, non pas forcément en domaine scientifique autonome, mais du moins en champ de débats et d'échanges à même de poser les bases d'une réflexion commune et de nourrir les réflexions de disciplines connexes.

Bien sûr, le dynamisme de la recherche anglophone tient aussi, outre le poids démographique différent des deux espaces, à la multiplicité des filières de formation et de recherche en journalisme de l'Afrique anglophone. En effet, le Kenya, le Nigeria ou l'Afrique du Sud sont à l'origine d'une production scientifique considérable sur les médias du continent, alors que la recherche sur l'espace francophone reste très largement issue d'institutions situées en Europe ou en Amérique du Nord, comme le montre le diagnostic établi par Sylvie Capitant en 2008. Les chercheurs anglophones disposent de trois revues spécialisées consacrées aux médias (*Journal of African Media Studies*), au journalisme (*Ecquid Novi. African Journalism Review*) et à la communication (*African Communication Research*); une quatrième, portant sur l'étude des médias, *Africa Media Review*, ayant presque disparu. Ces revues sont en général inaccessibles aux chercheurs africains francophones qui peuvent difficilement y soumettre des articles et ne parviennent pas à se les procurer vu les faibles capacités des services documentation de leurs universités et institutions de recherche. Dans un contexte où la littérature scientifique publiée en anglais est rarement traduite, les chercheurs non-anglophones restent coupés de la production scientifique majoritaire. À ceci s'ajoute un problème de visibilité de la recherche francophone, africaine ou non d'ailleurs, dont l'accès est rendu difficile pour les chercheurs anglophones.

Du fait du « déclassé » de la production francophone dans son ensemble dans le grand marché mondial de la connaissance, de nombreuses recherches en français restent largement invisibles au niveau international.

Ensuite, l'absence de revues francophones consacrées à l'étude des médias ou de la communication en Afrique⁶ y contribue également et ce sont souvent les organisations qui appuient les médias africains (l'Institut Panos, l'Unesco) qui éditent des publications bilingues et permettent la traduction en anglais et la diffusion de recherches menée dans l'espace francophone. Enfin, ces deux groupes scientifiques ont tendance, pour des raisons de familiarité linguistique, à se pencher sur des médias qui s'expriment dans la langue qu'ils maîtrisent. Du fait de l'importance du contenu, l'étude des médias nécessite une certaine familiarité avec la langue dans laquelle les médias s'expriment : aussi les compétences linguistiques contribuent-elles sans doute à orienter les chercheurs non seulement vers des réseaux de circulation du savoir différents, mais aussi vers des objets distincts.

Ce numéro d'*Afrique contemporaine* souhaite contribuer à établir une passerelle entre ces deux champs de connaissance qui se méconnaissent, et plus particulièrement à faire découvrir à un public francophone un certain nombre de situations sur lesquelles portent actuellement les interrogations des chercheurs anglophones préoccupés par la question des médias africains. Il s'agit donc non seulement de présenter les médias de pays souvent méconnus des chercheurs francophones (le Zimbabwe, le Kenya, le Nigeria, le Ghana, l'Ouganda et l'Éthiopie), mais aussi de mettre en avant les recherches, la littérature et les concepts de référence de chercheurs travaillant en anglais.

Interrogations de la recherche anglophone

Pour présenter cet autre univers de la recherche sur les médias d'Afrique, les coordinatrices de ce dossier ont sélectionné six textes parus depuis 2009 dans les deux revues les plus dynamiques dans ce domaine : *Ecquid Novi. African Journalism Review* édité par Hermann Wasserman depuis l'Afrique du Sud et *Journal of African Media Studies (JAMS)* édité par Winston Mano depuis Londres⁷.

Cette sélection s'est faite en fonction non seulement de la qualité des textes, mais aussi de leur intérêt comparatif par rapport aux préoccupations des chercheurs francophones. L'étude rétrospective des sommaires de ces deux revues depuis 2009 permet de mettre en avant quelques lignes de force de cette recherche anglo-saxonne qui se distingue tout d'abord par le large éventail des thématiques abordées. Discussions sur les éléments fondateurs des études africaines des médias, perspectives sur le lien entre médias et communautés minoritaires, réflexions sur les conséquences de l'apparition du nouvel acteur chinois sur la scène médiatique africaine, ou encore étude des publics et de leurs pratiques ; ces revues apparaissent comme des lieux de débat riche et très diversifié. Les médias et les dynamiques dans lesquelles ils s'insèrent ou auxquelles

6. À Kinshasa, les facultés catholiques publient la *Revue africaine de communication sociale*, qui paraît de manière très irrégulière.

7. Les auteurs et la rédaction d'*Afrique contemporaine* les remercient ainsi que les éditeurs des deux revues pour leur

collaboration à la bonne réalisation de ce dossier.

ils donnent naissance sont abordés aussi bien sous l'angle économique, politique, sociologique, anthropologique que culturel. Ces revues constituent indéniablement des lieux d'émergence et de partage de nouvelles thématiques et de méthodologies de recherche.

Les articles de ce dossier reflètent cette diversité, tout en mettant en avant des objets et approches souvent récurrents dans la recherche anglo-saxonne. Le premier texte, de Philippa Hall adopte une perspective historique critique et propose une relecture de plus d'un siècle de rapports entre presse écrite privée et État au Nigeria, montrant combien les dynamiques contemporaines peuvent être utilement éclairées par l'expérience passée. Elle soutient que, derrière un apparent foisonnement de titres et un dynamisme de la presse plébiscités et souvent cités en exemples par les analystes des médias de la sous-région, les journaux nigériens ont plus souvent cherché à accommoder les positions des pouvoirs publics qu'à assurer une fonction de dénonciation et de contre-pouvoir. Elle suggère que la grande presse du Nigeria, au XIX^e siècle, comme plus récemment lors de l'imposition par le FMI des programmes d'ajustement structurel, a constamment opté pour une position défendant les intérêts du marché et non ceux de la population dans son ensemble.

À côté des travaux diachroniques analysant les rapports entre médias et pouvoirs politiques, une deuxième thématique fréquente réside dans les formes médiatiques populaires telles que le cinéma, les séries télévisées, les journaux en langues nationales ou la presse tabloïd (Wasserman, 2010). La perspective des *cultural studies* qui consiste à étudier les manifestations culturelles dans la diversité de leurs contextes de production et de consommation et à en souligner les dynamiques d'appropriation locale est largement revendiquée. Le texte de Mawindi Mabweazara et Larry Nathan Strelitz portant sur le journal tabloïd zimbabwéen *uMthunywa* écrit en langue vernaculaire en constitue une bonne illustration. Critiquant le penchant élitiste qui conduit à mépriser ce type de presse, assimilée à une dérive commerciale et populiste des médias, les auteurs soutiennent au contraire que ce journal parvient à se positionner en sphère publique alternative précieuse pour les citoyens marginalisés politiquement et économiquement. Ce tabloïd permet un processus d'identification pour des lecteurs qui ne se reconnaissent dans aucun autre média, car il est écrit dans leur langue et parle, même de manière fantaisiste, de leurs difficultés et joies quotidiennes.

Un autre élément caractéristique de cette production anglo-saxonne réside dans son fort ancrage dans le terrain. Le texte de Behanu Lodamo et Terje Skjerdal sur les « enveloppes brunes » en Éthiopie reflète bien ce type d'approche. Loin de s'attarder à la condamnation de ces pratiques de gratification financière ou en nature vis-à-vis des journalistes, les auteurs s'attachent au contraire à en décrire les mécanismes de l'intérieur et à comprendre les logiques internes qui font que certaines rémunérations, perçues par l'extérieur comme de la corruption, apparaissent notamment pour les acteurs principaux comme des formes alternatives légitimes d'encouragement professionnel.

Enfin, une des questions fondamentales qui agite les médias en Afrique ainsi que ceux qui les étudient, est celle du lien entre les médias et les pratiques démocratiques des citoyens. Elle est envisagée à travers trois études de cas qui interrogent les relations des médias à leurs publics, ainsi que la capacité des médias africains à se positionner effectivement en outils de démocratisation, de participation à la chose publique et de construction de nouveaux espaces de débat. Tous trois montrent que le rôle joué par les médias dans la consolidation de régimes pluralistes, voire démocratiques, n'est pas toujours celui que les plus optimistes souhaiteraient qu'ils exercent.

Décrivant l'émergence d'un puissant réseau de radio au Ghana (Joy FM) et de sa déclinaison en ligne, Seyram Avle montre comment le positionnement économique particulier d'une entreprise médiatique résolument axée sur des stratégies de développement multimédia et l'implication de son public parvient à défier les pouvoirs établis et à s'ériger en arbitre indépendant. Elle souligne l'assurance et le poids de ces médias privés hybrides capables de prendre de court et de défier une institution aussi importante que la commission électorale. Elle avance aussi que le développement de ces nouveaux médias s'inscrit dans une mutation profonde de la société ghanéenne et un transfert des ressources et des pouvoirs de l'élite traditionnelle vers une nouvelle classe de jeunes urbains connectés, souvent de retour de l'étranger qu'elle qualifie de « nouvelle élite mondialisée ».

Peter Mwesige prend ensuite le contre-pied des appréciations généralement positives sur les émissions radiophoniques participatives, souvent présentés comme la preuve de la capacité des médias à animer le débat public, voire à créer un « espace public » inexistant ailleurs. Analysant non seulement le contenu mais l'organisation et le déroulé des *talkshows* diffusés par des radios en Ouganda, il met en avant des éléments plus souterrains qui modèrent la portée « démocratique » de ces programmes. Si ces émissions fournissent aux citoyens ougandais de nouvelles opportunités à la fois de s'informer et de s'exprimer, leur étude attentive montre que, non seulement ils deviennent souvent un déversoir de colère et d'émotion, mais ils sont très souvent monopolisés par une petite frange de militants politiques qui en usent au service de stratégies, au mieux, de lobbying ou, au pire, de manipulation. Il est donc difficile de savoir si ces émissions et les contributions des auditeurs accroissent effectivement l'influence des citoyens sur les politiques publiques, ou si elles renforcent simplement l'illusion de cette influence, voire même contribuent parfois à discréditer le débat rationnel.

Enfin, l'article de Keith Somerville revient sur la délicate question du potentiel meurtrier des médias et de leur contribution à des crimes contre l'humanité, à travers l'étude du rôle des radios lors des violences post-électorales au Kenya en 2007-2008. Travaillant tout particulièrement sur le rôle des radios émettant en langues locales, il situe cette expérience par rapport à celle de la RTL (Radio Télévision Libre des Mille Collines) du Rwanda, modèle le plus abouti d'un média assassin, mais aussi par rapport à la radio des nazis

durant la Seconde Guerre mondiale, dont le directeur fit partie des accusés de Nuremberg. Le texte tâche d'identifier précisément les critères qui permettent de qualifier un média de « haine » et de définir les paramètres constitutifs d'un tel délit, sanctionné par le droit international. Cette interrogation est très actuelle puisqu'une des quatre personnes dont la Cour pénale internationale a confirmé l'acte d'accusation dans le cadre de l'affaire kenyane, Joshua arap Sang, est un animateur de radio.

Nouveaux médias, nouveaux enjeux, nouvelles approches

Ce dossier nous aurait toutefois semblé lacunaire et n'aurait pas complètement rempli sa mission de « pont » entre les chercheurs s'il n'avait mis l'accent sur une série de dynamiques récentes importantes dans le domaine des médias, et qui suscitent, au-delà des frontières, un intérêt qui invite à la convergence. D'où la sélection d'un certain nombre de « repères » complémentaires aux précédents textes et qui émanent d'auteurs francophones.

Il s'agit d'abord de revenir sur le média télévision, en passe de devenir le plus consommé dans la plupart des grandes villes africaines, notamment pour ses programmes de divertissement. Un repère de Jean-François Werner revient sur les conclusions d'une recherche menée à Dakar sur la consommation des telenovelas par les audiences féminines (Werner, 2006). Alors que le taux de pénétration de la télévision progresse et que la fascination qu'elle exerce se maintient, il est indéniable que ce média engendre des impacts sur les publics et amène des changements de perception notamment dans les rapports générationnels et les rapports de genre. Il existe néanmoins encore peu de travaux qui cernent ces mutations.

Internet est ensuite abordé par deux repères qui le considèrent dans une double fonction essentielle. D'une part, Étienne Damome revient sur son rôle important dans le renforcement des liens avec les membres de la diaspora ou au sein de ces communautés expatriées. D'autre part, Étienne Galtier montre sa place importante dans la reconfiguration et le renforcement de dynamiques identitaires, entre autres à travers la langue, par exemple dans le cas des Soninké.

Enfin, un dernier repère concerne moins un média en particulier qu'un processus politique désormais récurrent et généralisé sur le continent, mais qui témoigne aussi des difficultés à asseoir des processus démocratiques réguliers et pluralistes : les élections. Afrique francophone et anglophone ont en commun l'organisation de processus électoraux très souvent contestés, où l'alternance semble se heurter à des obstacles majeurs, et dans lesquels à nouveau les médias ont démontré qu'ils pouvaient jouer un rôle important. Se fondant sur une recherche publiée en 2009 (Frère, 2009), Marie-Soleil Frère tente un bref recensement des principales difficultés qui entravent la contribution possible des médias africains au déroulement d'élections réellement pluraliste, libres, équilibrées et transparentes.

Une boîte à outils commune ?

À la lecture de ce dossier, on mesure combien les chercheurs ont à partager et échanger au-delà de leur pratique linguistique ou zones d'étude privilégiées. Les médias africains contemporains, quels que soit leurs lieux d'implantation, suscitent des interrogations, tantôt similaires, tantôt spécifiques, qui sont éclairées grâce à des approches et des outils puisés aux mêmes disciplines et génèrent des résultats qui peuvent se féconder mutuellement.

L'histoire apporte un éclairage indispensable afin d'identifier l'héritage dont les médias contemporains sont les porteurs. Les études comparatives entre l'évolution médiatique des différents espaces, les legs coloniaux (le cadre légal de la presse, un embryon de marché de l'information), les modalités de préservation, de reconstruction et de transmission de ces « traditions » différentes qui s'illustrent dans le travail journalistique devraient se multiplier. L'approche historique de Philippa Hall présentée dans ce dossier va dans ce sens et pourrait inspirer des recherches similaires dans d'autres pays.

L'élucidation de cette question de l'existence de « traditions » journalistiques différentes nécessite aussi un recours à la sociologie. Non seulement cette dernière fournit des outils qui aident à cerner la délicate question de l'impact des médias, celle des usages dans des communautés précises, mais aussi elle peut aider à construire les bases d'une étude comparée plus systématique du journalisme en Afrique. L'étude de Lodamo et Skjerdal sur les pratiques de gratification des journalistes vues de l'intérieur fait un pas dans cette direction. Les interrogations charriées par les mutations profondes des modes de production et de consommation de l'information (suite à l'expansion des technologies et notamment la généralisation du téléphone mobile), ainsi que par l'émergence de nouvelles formes de « journalisme » constituent un terrain fertile pour la confrontation des analyses, des données et des pratiques dans des pays qui partagent un certain nombre de caractéristiques (faible électrification, faibles taux d'alphabétisation). Les analyses de contenus auxquelles ont procédé Gérard Galtier et Etienne Damome sur les sites Internet et blogs de la diaspora soulignent l'entrée en scène de nouveaux « producteurs » d'information, charriant de nouveaux usages et de nouvelles fonctions pour les médias.

En complément, l'anthropologie peut aider à cerner les usages faits des médias par des publics spécifiques ou les dynamiques à l'œuvre au sein des groupes restreints que constituent les rédactions. Du côté des publics, il est évident depuis les travaux de Katz (1974) que les études comparatives révèlent l'importance de l'appropriation locale des produits transnationaux : aujourd'hui, la vidéo nigérienne a envahi les écrans de Kinshasa et des séries ivoiriennes ou

8. Un concept appliqué à la politique africaine par Jean-François Médard dans un article devenu un classique (« Le *big man* en Afrique. Du politicien entrepreneur », *L'Année sociologique*, n° 42, 1992, p. 167-192).

9. Voir Denis-Constant Martin, *Sur la piste des OPNI (objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.

burkinabè parviennent en Tanzanie... Il n'existe pourtant pas d'analyse qualitative comparative de grande ampleur qui cerne la réception de ces divertissements dans diverses zones du continent africain. L'article du dossier sur le tabloïd zimbabwéen est à ce titre original. Quant aux journalistes, un travail comparatif sur les représentations que ces derniers construisent autour de leur profession constitue une piste fructueuse, à l'heure où le métier traverse des questionnements profonds partout sur la planète. Car, si on ne peut nier les accommodements avec la vérité qu'entraîne le journalisme rémunéré évoqué plus haut, il ne faut pas oublier, et ce dossier ne le souligne sans doute pas suffisamment, que l'exercice de la profession reste aujourd'hui une activité à haut risque dans un certain nombre de pays africains, ce que suggère le texte de Marie-Soleil Frère sur les processus électoraux. Mi-ange, mi-démon ; mi-héros mi-truand ; mi-voix des sans voix, mi porte-parole des pouvoirs : le journaliste est un individu double aux représentations ambiguës.

Lorsqu'on touche au rôle du journaliste et des médias vis-à-vis des pouvoirs et de la chose politique, les outils fournis par les politistes et spécialistes de l'analyse institutionnelle sont nombreux et stimulants. Les « nouveaux argonautes » décrit par Seyram Avle ne sont-ils pas les nouveaux *big men*⁸ des médias africains ? Et les débats radiophoniques participatifs tels que décrits dans ce dossier dans l'article de Peter Mwesige ne peuvent-ils pas être considérés comme des « OPNI » (objets politiques non identifiés)⁹ ? La science politique africaniste a fourni de nombreux concepts utiles pour penser les réalités médiatiques africaines : Gramsci fournit une grille de lecture à Philippa Hall, alors que Peter Mwesige recourt à Pipa Norris. Cerner les nouvelles institutions qui interviennent dans le secteur des médias, identifier la place occupée par les journalistes dans le système politique et leur comportement lors d'événements particuliers comme les conflits ou les élections ainsi que le propose Keith Sommerville par rapport au Kenya, réfléchir à leur difficile mais irremplaçable contribution à la consolidation de la démocratie, saisir les modalités de leur participation à la constitution d'un « espace public » constituent des interrogations fondamentales chez les chercheurs, qu'ils soient francophones ou anglophones. Travailler à une meilleure connaissance et à une plus grande collaboration entre les Afriques médiatiques et entre les différents mondes académiques apparaît nécessaire. Observer la manière dont les médias et le politique se jaugent, se manipulent et se combattent, décrire la manière dont les chercheurs rendent compte de ces complicités et de ces tensions, et ensuite confronter les regards peuvent amener chacun à décentrer sa perspective sur la réalité quotidienne du régime (politico-médiatique) au sein duquel il évolue ou qu'il observe.

Enfin, alors que les médias sont des entreprises qui ne peuvent survivre que si elles en trouvent les moyens, l'approche économique est généralement négligée par les chercheurs : très peu de travaux approchent le secteur des médias en tant que marché et les analyses comparatives sont inexistantes. Les recherches récentes menées sur l'économie informelle de la communication (Mattelart,

2011) ouvrent pourtant des pistes intéressantes pour approcher des dynamiques qui, parce qu'elles se jouent en marge de l'économie des médias « classique », tardent à être abordées. Les interrogations sur la viabilité et les modèles économiques de la presse, encore largement irrésolues en Afrique francophone, peuvent trouver des éléments de réponse dans l'analyse des dynamiques de marché des pays anglophones voisins.

Les paysages médiatiques d'Afrique subsaharienne se construisent donc sur des continuités, des divergences (voire des ruptures), mais aussi des incertitudes communes. Tenter de les appréhender d'une manière plus englobante, encourager les analyses comparatives et dépasser certains cloisonnements est ce à quoi invite ce dossier.

Bibliographie

Adjovi, E. (2003), *Les Instances de régulation des médias en Afrique de l'Ouest. Le cas du Bénin*, Paris, Karthala.

Ba, A. (1999), *Les Téléspectateurs africains à l'heure des satellites*, Paris, L'Harmattan.

BC World Service Trust Fund (2008), "The Kenyan 2007 Elections and their Aftermath. The Role of Media and Communication", Policy Briefing.

Berger, G. (2010), "Problematising 'Media Development' as a Bandwagon Gets Rolling", *International Communication Gazette*, vol. LXXII, n° 7, p. 547-565.

Bonjawi, J. (2002), *Internet, une chance pour l'Afrique*, Paris, Karthala.

Brosse R. (de la) (1999), *Le Rôle de la presse écrite dans les transitions démocratiques en Afrique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Brosse, R. (de la) (2009), « La régulation des médias dans un contexte de transition et de consolidation démocratiques. Le cas de l'Afrique subsaharienne », mémoire d'habilitation à diriger des recherches, université de Strasbourg.

Capitant, S. (2008), « La radio en Afrique de l'Ouest, un "média carrefour" sous-estimé ? », *Réseaux*, n° 150, p. 189-217.

Chalaby, J. (1998), *The Invention of Journalism*, Basingstoke, Macmillan, New York, St Martin Press.

Duplat, D. (2002), *Liberté de la presse, responsabilité des médias. L'Afrique sur la voie de l'autorégulation*, Paris, GREC.

Faye, M. (2008), *Presse écrite privée et démocratie en Afrique francophone*, Paris, L'Harmattan.

Frère, M.-S. (2000), *Presse et démocratie et Afrique francophone. Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala.

Frère, M.-S. (2009), *Élections et médias en Afrique centrale. Voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala.

Kasoma, F.P. (1996), *Journalism Ethics in Africa*, Nairobi, African Council for Communication.

Katz, E., Blumler, J. (1974), *The Uses of Mass Communications. Current Perspectives on Gratification Research*, Londres, Sage Publications.

Institut Panos Paris (2004), « Aides publiques aux médias d'Afrique centrale. Pourquoi et comment ? », Paris.

Lenoble-Bart, A., Tudesq, A.-J. (2008), *Connaitre les médias d'Afrique subsaharienne. Problématiques, sources et ressources*, Paris, IFAS-IFRA-MSHA-Karthala.

Maina, L.W. (2006), *Kenya. Research Findings and Conclusions*, Londres, BBC World Service Trust/ African Media Initiative.

Mattelart, T. (2011), *Piratages audiovisuels. Les voies souterraines de la mondialisation culturelle*, Bruxelles, De Boeck.

Mpehongwa, G. (2010), "Challenges of Kiswahili Use on Community Radios in Tanzania. The Case of ORS Community Radio in Simanjiro District in Scribes", *Journal for the Advancement of Journalism*, janvier, n° 1, p. 4-16.

Nyamnjoh, F.B. (2005), *Africa's Media. Democracy and the Politics of Belonging*, Londres/Pretoria, Zed Books/Unisa Press.

Ojebod, A., Akingbulu, A. (2009), "Community Radio Advocacy in Democratic Nigeria. Lessons for Theory and Practice", *Ecquid Novi. African Journalism Review*, vol. XXX, n° 2, p. 204-218.

Perret, T. (2005), *Le Temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala.

Rambaud, B. (2009), « Réflexions sur les trajectoires africaines de deux modèles médiatiques occidentaux. Analyse comparative de la presse écrite du Burkina Faso et du Kenya », in D. Darbon, *La Politique des modèles en Afrique*, Paris, Karthala.

Rambaud, B. (2009), *Trajectoires africaines de modèles médiatiques occidentaux : analyse comparative de la presse écrite du Burkina Faso et du Kenya*, thèse, université de Bordeaux III.

Tudesq, A.-J. (1995), *Feuilles d'Afrique. Étude de la presse en Afrique subsaharienne*, Talence, MSHA.

Tudesq, A.-J. (1999), *L'Espoir et l'Illusion. Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*, Talence, MSHA.

Tudesq, A.-J. (2002), *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.

Ugboajah, F. (1985), "Oramedia in Africa", *Mass Communication Culture and Society in West Africa*, Oxford, Hans Zell.

Vittin, T. (2002), « Les radios internationales en Afrique noire », in T. Mattelart, *La Mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, De Boeck et Larcier.

Wasserman, H. (2010), *Popular Media, Democracy and Development in Africa*, Londres, Routledge.

Werner, J.-F. (2006), *Médias visuels et femmes en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.